

SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION EXTÉRIEURE



Sécurité hors Siège
Chef de Division

Bruxelles, 01/02/2017
EEAS.BA.IBS.2

ARES(2017)

Madame, Monsieur,

**Objet: Services de sécurité rapprochée pour la Délégation de l'Union Européenne au Burundi EEAS-511-DIVIBS2-SER-FWC
OJ 2017/S 022-036627**

1. **Le Service européen pour l'action extérieure (SEAE)** envisage la passation du marché décrit en objet. Les documents de marché comprennent: l'avis de marché, la présente lettre d'invitation, le cahier des charges accompagné de ses annexes et le projet de contrat.
2. La présente passation de marché comporte deux étapes. Dans un premier temps, si vous êtes intéressé par ce marché, vous devez soumettre une demande de participation dans l'une des langues officielles de l'Union européenne. Tout autre document envoyé avec la demande de participation soumis dans une langue autre qu'une langue officielle de l'UE ne sera pas considéré pour l'évaluation, sauf s'il est accompagné d'une traduction dans une langue officielle de l'UE.

Nous attirons votre attention sur le fait **que vous êtes priés de soumettre TOUS les documents indiqués au point "5. Eligibilité des opérateurs économiques" du cahier des charges.**

Dans un deuxième temps, le pouvoir adjudicateur enverra le contenu complet des spécifications techniques uniquement aux candidats sélectionnés (ceux qui ont soumis tous les documents exigés pour la première étape et qui satisfont aux critères d'accès au marché, d'exclusion et de sélection tels qu'indiqués dans le cahier des charges).

Veillez NE PAS SOUMETTRE votre offre technique et financière à cette première étape. Seuls les candidats retenus qui recevront la deuxième lettre d'invitation à soumissionner avec les spécifications techniques complètes seront invités à soumettre une offre.

3. **Veillez transmettre votre demande de participation sur papier, à raison d'un original accompagné de 2 copies-papier.**

L'envoi doit être fait sous double enveloppe. Les deux enveloppes seront fermées et porteront l'adresse indiquée ci-dessous. L'enveloppe intérieure devra porter la mention suivante: «APPEL D'OFFRES – *EEAS-511-DIVIBS2-SER-FWC* - À NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE DU COURRIER».

La date limite de soumission de la demande de participation est le **13 mars 2017**. Veuillez recourir à l'une des modalités de transmission indiquées ci-dessous.

Modalité de transmission	Délai	Preuve	Adresse de livraison
Poste	24 h 00 (minuit)	Cachet de la poste	APPEL D'OFFRES Services de sécurité rapprochée pour la Délégation de l'Union Européenne au Burundi EEAS-511-DIVIBS2-SER-FWC SEAE Division Sécurité hors Siège, Bureau 02/506, À l'attention de M. Peter CAVENDISH, Chef de Division, Rond-Point Schuman 9A B – 1046 Bruxelles
Service de messagerie	24 h 00 (minuit)	Récépissé de dépôt du service de messagerie	APPEL D'OFFRES Services de sécurité rapprochée pour la Délégation de l'Union Européenne au Burundi EEAS-511-DIVIBS2-SER-FWC SEAE Division Sécurité hors Siège, Bureau 02/506, À l'attention de M. Peter CAVENDISH, Chef de Division, Avenue du Bourget 1, B – 1140 Bruxelles (Evere)
En personne (remise en main propre)	17 h 00	Preuve du dépôt, datée et signée par le fonctionnaire du service central de réception du courrier à qui les documents sont remis.	APPEL D'OFFRES Services de sécurité rapprochée pour la Délégation de l'Union Européenne au Burundi EEAS-511-DIVIBS2-SER-FWC SEAE Division Sécurité hors Siège, Bureau 02/506, À l'attention de M. Peter CAVENDISH, Chef de Division, Avenue du Bourget 1, B – 1140 Bruxelles (Evere)

Ce service est ouvert de 7 h 30 à 17 h 00 du lundi au vendredi; il est fermé les samedis, dimanches et jours fériés du pouvoir adjudicateur.

4. Toute demande de participation doit:

- être signée par le représentant dûment autorisé du candidat;
- être parfaitement lisible afin d'éliminer le moindre doute sur les termes et les chiffres;
- être établie suivant les formulaires-types de réponse figurant dans le cahier des charges.

5. La soumission d'une demande de participation vaut acceptation des conditions contenues dans les documents de marché et, le cas échéant, renonciation du soumissionnaire à ses propres conditions générales ou particulières. L'offre présentée lie le soumissionnaire pendant l'exécution du contrat, s'il en devient l'attributaire.
6. Les frais occasionnés pour la préparation et la soumission d'une demande de participation ainsi que postérieurement d'une offre sont intégralement à la charge du candidat et ne seront pas remboursés.
7. Pendant toute la procédure, les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les candidats ne sont autorisés qu'à titre exceptionnel. Ils ne peuvent intervenir que dans les conditions suivantes:

Avant la date de soumission indiquée au point 3:

Sur demande, le pouvoir adjudicateur peut fournir des renseignements supplémentaires ayant strictement pour but de clarifier les documents de marché.

Toute demande de renseignements supplémentaires doit être adressée, par écrit uniquement, à **BA-IBS2-511-Burundi@eeas.europa.eu**

De sa propre initiative, le pouvoir adjudicateur peut informer les intéressés de toute erreur, imprécision, omission ou autre insuffisance matérielle dans la rédaction des documents de marché.

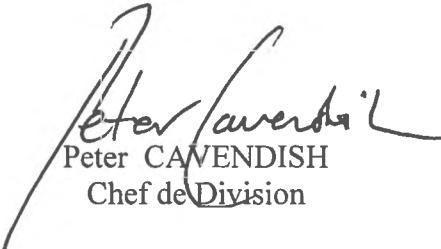
Tout renseignement supplémentaire, y compris les informations visées ci-dessus, sera publié sur https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/area/citizen_en
Cette page web sera mise à jour régulièrement et les candidats ont la responsabilité de vérifier les mises à jour et modifications apportées pendant la période de soumission

Après l'ouverture des demandes de participation:

Si un document indispensable pour l'évaluation manque dans la demande de participation ou une clarification est nécessaire, le pouvoir adjudicateur peut contacter le candidat.

8. La présente invitation à soumissionner ne constitue aucun engagement de la part du pouvoir adjudicateur. Celui-ci ne prend naissance qu'à la signature du contrat avec l'attributaire retenu.
9. Le pouvoir adjudicateur peut, jusqu'à la signature du marché, annuler la procédure de passation du marché, sans que les candidats ou les soumissionnaires puissent prétendre à une quelconque indemnisation. Le cas échéant, cette décision serait motivée et portée à la connaissance des candidats ou soumissionnaires.
10. Dès le moment où le pouvoir adjudicateur a ouvert l'offre, le document devient la propriété de celui-ci et est traité de façon confidentielle.
11. Les candidats sont informés du résultat de cette procédure d'appel d'offres par courrier électronique uniquement. Ils sont tenus de fournir, dans les coordonnées mentionnées dans leur demande de participation, une adresse de courrier électronique valide et de consulter régulièrement leur messagerie.

12. Si le suivi de votre réponse à l'invitation à soumissionner implique l'enregistrement et le traitement de données à caractère personnel (par exemple, nom, adresse et CV), ces données seront traitées conformément au règlement (CE) n° 45/2001 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données. Sauf indication contraire, les réponses aux questions et les données à caractère personnel demandées sont nécessaires pour l'évaluation de votre offre, conformément aux spécifications de l'invitation à soumissionner, et seront traitées uniquement à cette fin par le chef de la division. Des renseignements détaillés concernant le traitement de vos données à caractère personnel figurent dans la déclaration de confidentialité consultable à l'adresse suivante: https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/procurement_privacy_statement.pdf.
13. Vos données à caractère personnel peuvent être enregistrées dans le système de détection rapide et d'exclusion si vous vous trouvez dans l'une des situations visées à l'article 106 du règlement financier. Pour de plus amples informations, veuillez consulter la déclaration sur la politique en matière de respect de la vie privée à l'adresse suivante:
http://ec.europa.eu/budget/explained/management/protecting/protect_fr.cfm
14. Vous pouvez transmettre au pouvoir adjudicateur vos observations concernant la procédure de passation de marché selon les modalités indiquées au point 7. Si vous estimez qu'il y a eu mauvaise administration, vous pouvez introduire une plainte auprès du Médiateur européen dans les deux ans à compter de la date à laquelle vous avez eu connaissance des faits à l'origine de la plainte (voir <http://www.ombudsman.europa.eu>).
15. Vous pouvez former un recours en annulation contre la décision d'attribution dans un délai de deux mois à compter de la notification de ladite décision. Les éventuelles demandes de votre part et réponses à celles-ci ou les plaintes pour mauvaise administration n'auront ni pour objet ni pour effet de suspendre le délai d'introduction d'un recours en annulation ou d'ouvrir une nouvelle période pour l'introduction d'un recours en annulation. L'instance compétente pour les procédures d'annulation est indiquée au point VI.4.1 de l'avis de marché.



Peter CAVENDISH
Chef de Division

Annexes: Le cahier des charges
Déclaration sur l'honneur
Projet de contrat cadre